



Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »

Le Temps de l'histoire

12 | 2010

Autour de l'enfant : la ronde des professionnels

La professionnalisation des éducateurs de justice : dynamique et tensions d'un processus complexe

Professionalizing youth justice workers : dynamic and tensions of a complex process.

Ludovic Jamet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3190>

DOI : 10.4000/rhei.3190

ISBN : 978-2-7535-1651-9

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 novembre 2010

Pagination : 141-154

ISBN : 978-2-7535-1259-7

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Ludovic Jamet, « La professionnalisation des éducateurs de justice : dynamique et tensions d'un processus complexe », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 12 | 2010, mis en ligne le 30 novembre 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3190> ; DOI : 10.4000/rhei.3190

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© PUR

La professionnalisation des éducateurs de justice : dynamique et tensions d'un processus complexe

Professionalizing youth justice workers : dynamic and tensions of a complex process.

Ludovic Jamet

- 1 Le métier d'éducateur de justice auprès de l'enfance « irrégulière », apparu avec les différentes ordonnances de 1945, a connu depuis de nombreuses évolutions. Les dernières en date, contenues notamment dans la loi du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation pour la justice qui a acté la création des centres éducatifs fermés (CEF) et des établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM) ou émises par le Conseil de modernisation des politiques publiques du 11 juin 2008 qui a demandé à la direction de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) d'orienter son action dans un cadre exclusivement pénal, ont profondément remanié les missions de ces acteurs et de leur administration. Comme l'ont montré certaines recherches et notamment celle de Dugué et Malochet sur les directeurs de service de la PJJ¹, cette réorganisation a suscité nombre de résistances et a contribué à fragiliser certains membres de la PJJ quant à leur identité professionnelle.
- 2 Les entretiens réalisés avec les acteurs de la PJJ², qu'ils soient éducateurs, chefs de services ou formateurs dans un pôle territorial de formation (PTF), confirment en partie ces conclusions. Ils mettent en avant le décalage important entre les changements qu'impliquent ces prescriptions quant à l'exercice de leurs métiers et les valeurs sur lesquelles s'est fondée leur identité professionnelle. Ce propos tenu par Fatima, éducatrice entrée à la PJJ en 1984, illustre ce ressenti : « Moi, ce que l'on me demande de faire aujourd'hui, ce n'est pas ce que je connais et ce que je sais du métier d'éducateur de justice... Ou dans ce cas, qu'on aille jusqu'au bout et qu'on nous donne un autre nom parce que pour moi, là, on n'est plus éducateur PJJ, avec tout ce que cela implique sur la spécificité de la justice des mineurs et l'ordonnance 45... »

- 3 Pour essayer de comprendre la genèse de cette situation conflictuelle, nous allons interroger, dans une perspective sociohistorique, l'évolution du métier d'éducateur de justice de 1945 à nos jours en la soumettant à une grille de lecture précise : dévoiler dans quel contexte et à partir de quels éléments se sont opérés les processus de professionnalisation³ de ces acteurs et l'émergence de leur professionnalité⁴. Nous faisons en effet l'hypothèse que dénouer les fils de la structuration complexe de ce corps de métier en tant que groupe professionnel autonome ayant permis la constitution d'une professionnalité particulière permet d'éclairer plus précisément les tensions actuelles et les enjeux liés à la recomposition présente de cette professionnalité.
- 4 Pour cela, nous évoquerons dans un premier temps la dynamique et les valeurs autour desquelles le processus de professionnalisation des éducateurs PJJ s'est constitué. Dans un deuxième temps, nous retracerons les évolutions les plus significatives ayant eu lieu à partir des années 1980 ; évolutions concernant aussi bien les dispositifs institutionnels, la délimitation du périmètre d'intervention que les outils législatifs et qui ont réaménagé considérablement les conditions de travail et les objectifs de la PJJ. Enfin, dans un dernier temps, nous discuterons, en nous appuyant sur des extraits d'entretiens, de la diversité des réactions des éducateurs face à ces modifications de leurs pratiques et de leurs missions, en mettant notamment au jour une scission générationnelle importante au sein des équipes éducatives de la PJJ qui fragilise le renouvellement de la culture professionnelle commune à l'ensemble des acteurs de cette administration.

Du primat de l'éducatif à l'action en milieu ouvert : un processus de professionnalisation complexe

Les textes fondateurs de 1945 et leur ambiguïté persistante

- 5 L'ordonnance du 2 février 1945 est encore aujourd'hui le texte de loi qui organise le « traitement » de la délinquance juvénile, notamment en édictant ce que doit être l'action à mener auprès de ces jeunes, qui sont les professionnels qui ont en charge de la mettre en œuvre et quel est leur périmètre d'intervention. Son contenu est fortement dépendant du paradigme dans lequel il se situe. Ce paradigme a déterminé, à partir des constructions savantes dominantes de l'époque⁵, le regard particulier porté sur l'enfant « délinquant » et sur l'action qui lui sera bénéfique tout en prenant en compte l'organisation et l'agencement du dispositif permettant la mise en œuvre pratique de cette conception théorique (l'État social et son programme institutionnel⁶). Cette ordonnance s'inspire, sous l'impulsion de nombreux psychiatres et pédopsychiatres de l'époque, de la notion de l'enfance inadaptée⁷ qui considère l'acte délinquant comme l'expression d'un symptôme, l'inadaptation de son auteur à la vie en société, et pour qui l'action éducative auprès de ces jeunes doit primer⁸.
- 6 La rédaction de cette ordonnance ne fut cependant pas exempte de tensions entre différents acteurs issus de champ et de ministère divers (Justice, Santé, Éducation Nationale). Comme l'a montré Michel Chauvière⁹, ce texte est bien un produit de l'histoire et les valeurs qu'il porte sont symboliquement situées dans des enjeux de pratiques et de structures très précis. Ceci explique en partie l'ambiguïté fondatrice que cette ordonnance comporte. Due à la nécessité de ménager les susceptibilités de chacun lors de la frontiérisation des domaines d'intervention auprès de ce public, elle place l'éducatif

comme primat à toute action mais en délègue la mise en œuvre à des acteurs issus du monde judiciaire (juge des enfants et éducateur de justice). Ce texte propose en effet, en s'appuyant sur les institutions d'un État social ou protecteur, une politique de prise en charge visant tout autant à effectuer un travail sur l'individu qu'à apprécier son potentiel de dangerosité à l'égard du monde social. Pour cela, les éducateurs de justice se voient confier deux missions : recueillir des renseignements socioéducatifs sur ces jeunes leur permettant de formuler au magistrat une proposition d'action éducative ; mettre en œuvre la décision du juge des enfants.

- 7 À la suite de cette ordonnance, le décret du 10 Avril 1945 va conférer à ces travailleurs un véritable statut. Comme le souligne Jacques Bourquin¹⁰, ce statut précède en quelque sorte le métier, et bien que les missions qui leur sont confiées aient déjà été énoncées, les modalités et les techniques d'action restent encore floues et sujets à définition.
- 8 Un troisième texte a eu, durant l'année 1945, une importance considérable ; l'ordonnance du 1^{er} octobre 1945 qui consacre l'Éducation surveillée en tant que direction autonome à vocation non plus répressive mais bien éducative. Cette autonomisation de la direction de l'Éducation surveillée par rapport à l'Administration pénitentiaire est une étape importante dans le processus de professionnalisation des éducateurs PJJ, comme l'explique Emmanuelle, entrée à la PJJ il y a 20 ans et aujourd'hui formatrice : « *La première identité, c'est l'Éducation Surveillée, c'est la sortie de la pénitencier puis dans les années 70, 80, la création des milieux ouverts... Mais la sortie de la pénitencier, c'est véritablement un acte fort, un acte de naissance pour l'Éducation Surveillée...* »
- 9 Ces trois textes offrent donc aux éducateurs une configuration d'éléments indispensables à la constitution d'une identité professionnelle : des missions à l'utilité sociale reconnue, un statut et un domaine d'intervention délimité et autonome. Pourtant, cela ne suffit pas à résoudre le paradoxe auquel ces éducateurs sont confrontés : alors qu'ils doivent mettre en œuvre une action éducative, ils restent membres du ministère de la Justice et une de leurs tâches principales est celle de conseil auprès du magistrat spécialisé de l'enfance qui n'est pourtant pas leur supérieur hiérarchique. Comme le souligne Alain Vilbrod, « aider le juge, encadrer le jeune... tout cela passe par des actions multiformes qui ne sont pas sans poser problèmes. »¹¹
- 10 Ceci amène à considérer que le processus de professionnalisation particulier qu'a connu ce groupe d'acteurs est directement lié aux jalons posés par les différents textes législatifs de 1945. Ce processus s'est ainsi orienté autour de la recherche d'une cohérence pratique entre d'un côté le paradigme (l'enfance inadaptée et le primat de l'éducatif dans le cadre du programme institutionnel) dans lequel les acteurs puisaient leurs références normatives et de l'autre côté les missions protéiformes que l'administration leur avait attribuées, et ce tout en se positionnant dans un espace autonome protégé du regard des magistrats de l'enfance. Comme l'écrit Dominique Turbelin, la relation nouée entre éducateurs de justice et juges des enfants « est faite d'autonomie et de dépendance, dépendance de par la loi et de par l'histoire, mais autonomie de par la volonté de s'inscrire dans le champ éducatif, toujours réaffirmée par les éducateurs, face aux projets de modification de l'ordonnance de 1945 »¹².
- 11 En ce sens, le processus de professionnalisation, dans le cadre des éducateurs de justice, peut se comprendre comme un travail de mise en concordance entre le système référentiel normatif à partir duquel se sont construits la représentation du public par les

acteurs et le fondement de l'utilité sociale de leurs interventions, le contenu de leurs missions, les outils et le cadre d'action dans et par lesquels celles-ci peuvent se réaliser.

De l'élargissement du domaine d'intervention à l'action en milieu ouvert : l'émergence d'une professionnalité

Durant les années 1950, deux textes de loi vont valider et imposer la pertinence de cette thématique de l'enfance inadaptée. Le décret du 23 Avril 1956 modifie et remodèle le statut des professionnels de l'Éducation Surveillée, en consacrant notamment la « relation éducative » comme l'outil et la pratique vers lesquels les éducateurs doivent s'orienter. L'ordonnance du 23 décembre 1958 valide un peu plus l'idée d'une unicité de l'inadaptation sociale de ces jeunes et propose un élargissement du domaine d'action de l'Éducation surveillée. À partir de cette date, les magistrats et les éducateurs interviennent également dans le domaine civil, *i.e.* dans les cas d'enfant en danger. Le primat de l'éducatif est à cet instant fortement renforcé. Pourtant, les acteurs restent inscrits dans la sphère judiciaire, ce qui n'est pas sans poser question.

- 12 Concomitamment, les premières expériences pédagogiques d'action éducative en milieu ouvert commencent à se faire jour. Petit à petit, ce type de prise en charge se développe avant de devenir à partir des années 1970 « le modèle de référence » de l'action éducative¹³. Emmanuelle, reprenant le fil de sa pensée sur l'identité de la PJJ, considère que : « *le deuxième élément important c'est les années 70, le milieu naturel et ouvert, et il y a plein de pratiques très militantes de ces éducateurs arrivés dans ces années là, qui ont révolutionné les pratiques éducatives... C'était très militant, tout le monde était engagé politiquement, dans les syndicats, et c'est vraiment là, quand on écoute les plus anciens, que ça s'est construit...* »
- 13 Si l'intervention éducative en milieu ouvert apparaît à ce point comme un élément structurant de l'identité professionnelle de la PJJ, ce n'est évidemment pas anodin ; c'est parce que cet élément a permis à ces professionnels d'assurer la mise en cohérence et en concordance entre leur système référentiel, leurs missions et les conditions ou cadre nécessaires à leur bonne réalisation. C'est, d'une certaine manière, le chaînon manquant permettant aux acteurs de réaliser de manière satisfaisante les transactions objective et subjective qui vont assurer la stabilité de leur identité professionnelle.
- 14 Le processus de professionnalisation et la professionnalité qui en a découlé se sont construits autour de la nécessité de résoudre les dilemmes professionnels liés à l'ambiguïté fondatrice des missions des éducateurs de justice. En ce sens, la relation est devenue l'outil premier de ces éducateurs ; relation devant s'exprimer dans un cadre précis, le milieu ouvert. Grâce à cela, les éducateurs disposaient d'un outil leur permettant de faire valoir une expertise particulière et donc de recueillir les informations destinées au magistrat, mais également d'entamer un travail éducatif auprès du mineur. C'est ici qu'émerge, selon nous, la professionnalité des éducateurs de l'Éducation surveillée.
- 15 Cela leur offre de plus une autonomie spatiale et symbolique importante, puisque leurs actions se situent hors tribunal pour enfants, à l'abri du regard des juristes. Tout en étant soumis au calendrier judiciaire, les éducateurs, grâce à cette pratique de l'action éducative en milieu ouvert, possèdent la maîtrise de l'organisation de leurs tâches et de la hiérarchisation de leurs missions. Géraldine, aujourd'hui chef de service à la PJJ après 12 ans en tant qu'éducatrice en centre d'action éducative (milieu ouvert), confirme : « *Je le*

sais pour l'avoir été mais éduc de milieu ouvert, c'est un peu chacun fait sa petite popote dans son coin... Et maintenant je m'en rends compte mais la difficulté pour les chefs de service c'est que c'est très, très difficile de ramener cela à un niveau institutionnel... »

Le tournant des années 1980 : l'amorce d'une recomposition de la professionnalité des éducateurs

- 16 Dès le début des années 1980, une réorientation en matière de politique pénale auprès des mineurs délinquants est envisagée. Il y est notamment question de renforcer les prérogatives des magistrats du parquet en ce qui concerne l'orientation des requêtes pénales, ce qui a été effectué avec la loi relative à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales du 30 décembre 1985.

L'intervention éducative au tribunal pour enfants : entre perte d'autonomie et morcellement des missions

- 17 Face à cela et pour maintenir la primauté de la réponse éducative alors que le rythme des procédures pénales s'accélère, sont créés par l'arrêté du 30 juillet 1987 les services éducatifs auprès du tribunal (SEAT). La mission des éducateurs de ces services est claire : prendre connaissance, dans des conditions délicates et des délais souvent très courts, du cas d'un mineur et formuler, bien souvent en alternative à l'incarcération, une proposition éducative adaptée et pertinente. Dans un premier temps, la position d'expert auprès du magistrat et la situation d'urgence dans laquelle rédiger son rapport ont pu être source d'excitation professionnelle, comme en témoignent les propos d'Emmanuelle, qui a travaillée en SEAT pendant 5 ans : *« En fait, j'ai trouvé ça intéressant, surtout les premières années... Parce que c'est surtout là qu'il faut avoir de la maîtrise, parce que quand vous avez deux heures pour tout gérer et pour formuler une proposition éducative qui n'est pas dans le sens du vent, que vous avez le magistrat sur le dos, l'avocat, le parquet, là, son identité professionnelle, on la défend, parce que là, on prend position... »*
- 18 Cependant, les inconvénients de l'exercice de son travail dans un service situé à l'intérieur même du tribunal des enfants vont se faire jour rapidement, notamment parce que le contenu du travail à fournir et l'emploi du temps dans lequel le réaliser sont fixés directement par les magistrats. Les éducateurs des SEAT se sont ainsi vus dessaisir du suivi éducatif des mineurs qu'ils ont pourtant contribué à orienter et, rapidement, leurs missions vont se centrer exclusivement autour d'un rôle d'expertise et de conseil auprès du magistrat. Pour Philippe, éducateur PJJ ayant passé 4 ans en SEAT : *« Il existe une vraie frustration lorsqu'on travaille en SEAT... Parce qu'on travaille dans l'urgence, alors c'est paradoxal parce que j'aime bien l'urgence, mais ce que je n'appréciais pas, c'était de ne pas savoir ce qu'allait devenir le gamin, de ne pas pouvoir faire de travail avec lui... On court 24 heures ou 12 heures sur un dossier et puis après, une fois qu'on l'a casé, on ne sait pas ce qu'il devient, plus de nouvelles, et on ne sait même pas si la solution que l'on avait préconisée était au final la bonne... »*
- 19 Cette frustration renvoie bien à la difficulté de ces éducateurs de définir eux-mêmes l'organisation de leurs suivis et à la frustration de se voir priver de la possibilité d'engager avec ces jeunes une relation éducative. Exercer dans ces services implique ainsi un morcellement de la professionnalité des éducateurs PJJ qui ne réalisent qu'une seule de leurs missions et se voient contraints de déléguer à d'autres ce qu'ils considèrent

comme le cœur même de leur métier. Comme le souligne Rémi Lenoir : « L'autonomie des éducateurs sur le terrain [...] se manifestait par leur faible sujétion à des logiques et des nécessités institutionnelles et par une large délégation pour tout ce qui concernait les modes de prises en charge des populations qui leur étaient affectées. Du fait des nouvelles missions qui leur sont confiées cette autonomie dans la conception et l'exécution de leurs tâches est pour une large part mise en cause. »¹⁴

Les années 1990 : un redéploiement de la PJJ entre judiciarisation et retour des structures fermées

- 20 La professionnalité de ces éducateurs, construite notamment à partir de l'autonomie vis-à-vis des magistrats et de leur hiérarchie que leur apportait leur action en milieu ouvert, va également être modifiée par la mutation organisationnelle de l'Éducation surveillée, qui devient en 1990 la Protection judiciaire de la jeunesse. Ce passage de l'ES à la PJJ, qui induit un redéploiement territorial des services visant à assurer un meilleur maillage du territoire et à améliorer l'utilisation des crédits dans une logique gestionnaire, va permettre un processus d'assujettissement des éducateurs de milieu ouvert aux règles de contrôle de leur hiérarchie dans la définition de leurs tâches et de leurs pratiques.
- 21 Ces ajustements organisationnels sont à corréliser avec la nouvelle orientation politique en matière de traitement de la délinquance qui a prévalu dans la majorité des pays occidentaux : la « tolérance zéro »¹⁵. Dans ce contexte, que Laurent Mucchielli nomme « le tournant sécuritaire des années 1990 »¹⁶, le colloque de Villepinte du 24-25 Octobre 1997 sur la sécurité intérieure a été l'occasion de mettre au cœur de la réflexion sur l'évolution du dispositif pénal français ce nouveau « sens commun punitif » et ainsi d'amorcer un mouvement important de judiciarisation. Au niveau des pratiques et des activités des éducateurs PJJ, cette réorientation s'est manifestée par une forte pénalisation des mesures leur étant confiées (part de plus en plus importante faite aux mesures de probation (contrôles judiciaires, sursis avec mise à l'épreuve (SME)), apparition avec la loi du 09 Septembre 2002 des sanctions éducatives¹⁷, etc.).
- 22 La période de la fin des années 1990 et du début des années 2000 voit également la création successive de différentes structures d'hébergement fermées¹⁸. Ce « retour à l'enfermement » a atteint son paroxysme avec les établissements pénitentiaires pour mineurs. Comme Simone, éducatrice PJJ depuis 2001, le souligne : « Aujourd'hui, avec ce retour sur le pénal, ils [NB : Les « anciens » éducateurs] le vivent comme un retour en arrière, et d'autant plus avec l'ouverture des EPM où là, c'est clairement le retour à une espèce de fermeture, au milieu carcéral et c'est insupportable, parce qu'ils ont l'impression que tout ce sur quoi ils ont fondé leur identité professionnelle vole en éclat... »
- 23 C'est durant cette période que la PJJ a été peu à peu amenée à restreindre son domaine d'intervention pour laisser à l'Aide sociale à l'enfance (ASE) des départements la mise en œuvre des mesures éducatives concernant les situations d'enfant en danger. Cette dissociation enfance en danger/enfance délinquante, commencée avec la loi du 22 Juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, vit aujourd'hui son épilogue.
- 24 Les difficultés de reconstruire une « culture commune » à la PJJ aujourd'hui : entre diversité d'appropriation du changement de référentiel et effet de génération

- 25 L'orientation politique actuelle semble entériner les changements décrits ci-dessus. Les récents textes (notamment l'avis déposé le 19 Novembre 2009 par M. Alfonsi, au nom de la commission des lois, relatif au financement de la PJJ pour l'année 2010) sont très clairs ; la PJJ doit continuer à réorienter son action pour, à très court terme, intervenir exclusivement dans un cadre pénal.

Une délimitation plus restrictive du domaine d'intervention difficilement acceptée

- 26 La validation de cette dissociation enfance en danger/enfance délinquante est ressentie très durement par certains éducateurs, à l'instar de Fatima, éducatrice à la PJJ : *« Pour moi c'est très, très dur... On parlait de travailleurs sociaux, d'éducatrices, là c'est personnel, mais moi je ne m'y retrouve pas du tout, je ne suis plus dans le coup... A mon avis, c'est totalement de la compétence de la PJJ de travailler pour les enfants en danger... Et puis c'est dangereux, moi je trouve cela très dangereux parce que le plus souvent c'est les mêmes, les enfants en assistance éducative et à la PJJ, c'est les mêmes... »*
- 27 Cette dissociation porte en elle les germes « d'une dissolution de la notion de sujet ou d'individu concret »¹⁹ dans le cadre de l'action sociale. Cette nouvelle perception du public et de l'action à mener auprès de lui s'inscrit dans un paradigme émergent : une gestion des risques délinquants mise en œuvre par une multitude d'organisations concurrentes dans le cadre d'un État post-bureaucratique. Cette dissociation est difficilement acceptable pour nombre d'acteurs, à l'instar de Claudine, chef de service à la PJJ : *« La dissociation enfance en danger-enfance délinquante, ça heurte, forcément... Oui, ça heurte... Ça heurte, parce que cela fait un peu un distinguo et que c'est un peu saucissonner le jeune, et s'ils arrivent au pénal, c'est parce qu'il y a des carences éducatives, des défauts de soins... Ils ne sont pas là par hasard, ils ne sont pas là parce que dans leur vie dorée, ils se sont dit qu'ils allaient casser une bagnole... »*
- 28 Pourtant, certains professionnels, entrés à la PJJ plus récemment, reconnaissent des bénéfices à cette frontiérisation des domaines d'intervention. Lise, formée en tant qu'éducatrice spécialisée ayant travaillé à l'ASE et exerçant aujourd'hui à la PJJ, souligne : *« La PJJ a encore quelques mesures 375 [NB : Article 375 du code civil concernant la protection de l'enfance] en milieu ouvert, mais moi je ne suis pas sûre que ce soit une bonne idée, je trouve cela mieux de séparer pénal et civil... Parce que je pense que c'est dur pour un éducateur de milieu ouvert de taper sur les doigts le lundi, parce que quand on a des CJ, des SME, c'est ce qu'on fait, on leur tape sur les doigts, et de lui dire le mardi : "Oui, mon pauvre, avec ton histoire, c'est vrai que c'est dur, ce n'est pas de ta faute ce qui t'arrive..." Je trouve que c'est très compliqué d'avoir les deux casquettes en même temps... »*
- 29 Cette « double casquette », ces missions protéiformes qui se sont trouvées au cœur de la dynamique du processus de professionnalisation des éducateurs de justice, deviennent aujourd'hui, pour certaines jeunes recrues, source de confusion et d'incertitude quant à leur identité professionnelle. L'écart croissant entre les prescriptions législatives (les identités attribuées-proposées par l'administration centrale et la hiérarchie) et les référentiels symboliques mobilisés par les acteurs (les identités assumées-incorporées provenant de la « culture » de la PJJ) induit en effet une difficulté importante à réaliser les transactions nécessaires à la stabilité et la cohérence identitaire.

Scission générationnelle et fragilisation des acteurs

- 30 Cette difficulté à se définir professionnellement nous a été rendue particulièrement visible lors d'interventions dans le cadre de journées de formation. Celles-ci donnèrent lieu à de nombreux débats animés entre stagiaires qui ont fait ressortir que ces futurs professionnels ne se considéraient ni comme de « véritables » travailleurs sociaux ni comme de « simples travailleurs » du ministère de la Justice. Ceci n'étonne pas Emmanuelle, formatrice : *« Qu'ils se considèrent comme travailleurs sociaux, ce n'est pas sûr... Ce n'est pas sûr et ça serait logique parce que nos nouvelles missions se rapprochent beaucoup de celles des SPIP [services pénitentiaires d'insertion et de probation], des agents de probation... Et je pense que l'on est de moins en moins travailleur social et de plus en plus agent de probation parce que ce sont nos nouvelles missions qui nous y amènent... Mais en même temps, il y aura toujours ce truc de pas vouloir être réduit à ça et de dire : "On est éducateur avant tout !" »*
- 31 Les éducateurs investis dans une sortie de l'enfermement envisagent clairement ces évolutions comme un retour en arrière, avec ce qu'il comporte d'espoirs déçus, de désillusion et de désenchantement. Une scission générationnelle se dessine entre d'un côté des éducateurs plus anciens dans la profession ayant connu cette sortie de l'enfermement et les prises en charge en milieu ouvert au civil et au pénal, et de l'autre des éducateurs plus jeunes ayant été exclusivement formés à intervenir dans le domaine pénal. Selon André, éducateur en milieu ouvert, le fait d'intervenir exclusivement au pénal n'est pas un problème pour les récentes recrues : *« Les jeunes, ils ont moins ce souci-là, par rapport aux CJ, aux SME, aux CEF ou aux EPM... Ils sont formés quasiment exclusivement au pénal, et ces valeurs-là, pour eux, c'est un peu la préhistoire, donc il y a un vrai conflit de génération dans les équipes... Dans mon équipe, c'est clair, il y a les jeunes et les vieux... Mais cela ne veut pas dire que c'est facile pour eux quand même, quand ils arrivent il y a beaucoup de désenchantement aussi... »*
- 32 Cette opposition s'apparente bien à « une transformation du groupe des éducateurs et à une rupture générationnelle » où « la culture commune est particulièrement mise à mal »²⁰. L'appropriation des nouvelles missions et l'intériorisation de la nouvelle « utilité sociale » de la PJJ semble être simplifiée lorsque ces jeunes éducateurs ont opéré une distanciation avec ce qu'il est de coutume d'appeler les « valeurs de 45 » (i.e. le primat de l'éducatif prescrit par l'ordonnance du 2 février 1945). Pour Géraldine, chef de service à la PJJ, la plupart des jeunes éducateurs ne connaîtraient pas cette crainte de devenir des agents de probation : *« Oui, ça c'est l'ancienne génération des éducs hein (sourire) [...] Je pense que les jeunes, même s'il y a toujours cette dimension vocationnelle, cette envie de faire de l'éducatif, c'est moins quelque chose d'ancré... »* Cependant, Géraldine avance ensuite dans sa réflexion : *« Mais je tiens à préciser, quand même, que la difficulté pour la PJJ, c'est qu'elle est en train de perdre son [NB : Notons l'intéressant lapsus]... de connaître un certain nombre d'évolutions, et les directeurs de services sont beaucoup impactés par cela, parce qu'on est pris entre les équipes qui bossent comme des dingues et des innovations législatives qui nous tombent dessus de toute part... Et les éducateurs de terrain, ils n'ont pas le temps d'intégrer tout cela, ils ont l'impression qu'on leur en demande toujours plus et il n'y a pas de temps d'appropriation, de questionnement sur les pratiques, sur l'identité, il n'y a pas le temps pour cela... En fait, ce qui se passe pour les éducateurs, c'est qu'il y a trop de choses qui descendent, la justice des mineurs est trop dans le collimateur et donc on nous pond des textes sans chercher à savoir comment les équipes vont se les approprier... »*

- 33 On discerne clairement ici, dans les propos de Géraldine, ce mouvement de fond qui fragilise fortement les acteurs de terrain dans leur dynamique identitaire. Cette fragilisation transparait également dans la cohérence des valeurs proposées aux éducateurs stagiaires durant leur formation. Comme le raconte Grégoire, interrogé à la fin de celle-ci : *« Sincèrement, il est difficile de s'y retrouver là-dedans... D'un côté, on nous dit : « le milieu ouvert c'est là qu'on doit intervenir, l'éducatif avant tout, les EPM c'est de la merde, on ne peut pas faire d'éducatif là-dedans... » et de l'autre on sait très bien, et d'ailleurs les formateurs ne s'en cachent même pas, que la plupart d'entre nous allons aller bosser en EPM ou en CEF... On est clairement pris entre deux feux et donc forcément, à force d'entendre tout ça, moi personnellement, plus la formation avançait plus j'y allais à reculons... »*
- 34 Le métier d'éducateur de justice a donc connu un processus de professionnalisation particulier, dont l'objectif implicite a été de se constituer en tant que groupe professionnel autonome auquel on pouvait reconnaître une professionnalité spécifique. Ceci a été rendu possible, dans un paradigme déterminé, par la définition du cœur de ce métier comme une pratique dans un cadre d'action singulier, la relation éducative en milieu ouvert. Depuis quelques années, diverses évolutions connexes et synchrones²¹ ont abouti à l'émergence d'un nouveau paradigme²² : une gestion des risques délinquants dans le cadre d'un État post-bureaucratique reposant sur une organisation liquide²³. Ce bouleversement amène à penser que la profession d'éducateur de justice a été soumise à un mouvement de déprofessionnalisation à laquelle s'est adjoint une recomposition de leur professionnalité²⁴. Comme nous l'avons vu, les réactions face à cette recomposition ont été diverses et variées et dessinent le schéma d'une scission générationnelle profonde.
- 35 Il n'est pas de notre objectif de discuter de la pertinence de l'orientation choisie par cette administration d'État qu'est la Protection judiciaire de la jeunesse. Cependant, il est important de souligner que ce temps de mutation de la profession d'éducateur de justice peut être particulièrement déstabilisant pour les acteurs « qui ne s'y retrouvent pas dans ces évolutions » (André, éducateur de milieu ouvert). Ceci est également problématique pour les éducateurs stagiaires qui reçoivent une formation quasi-schizophrénique, comme le soulignaient les propos de Grégoire.
- 36 Confrontés à une ambivalence forte de la part des représentants de l'administration (qu'ils soient formateurs ou chefs de service), les stagiaires ont bien du mal à se représenter subjectivement ce que peut être leur future identité professionnelle. Comme le souligne Bernard Lahire, « la cohérence des habitudes ou schèmes d'action que peut avoir intériorisé
- 37 un acteur dépend de la cohérence des principes de socialisations auxquels il a été soumis »²⁵. La confrontation des stagiaires à des logiques socialisantes hétérogènes induit le risque fort que ceux-ci intériorisent une identité professionnelle clivée, source profonde de confusion et d'incertitude qui rendra difficile la bonne réalisation de leurs missions, quelles qu'elles soient.

NOTES

1. Cf. notamment : Elisabeth Dugué, Guillaume Malochet, « Une légitimité sans assise. Les directeurs de la PJJ entre dilemmes professionnels et contraintes institutionnelles », in Thomas Le Bianic, Antoine Vion (dir.), *Action publique et légitimés professionnelles*, Paris, Lextenso éditions, 2008, p. 47-58.

2. Les données sur lesquelles s'appuie cet article ont été obtenues dans le cadre d'une recherche de doctorat de sociologie sur la construction de la réponse institutionnelle fournie à la délinquance des mineurs. Pour comprendre l'élaboration de cette réponse, un travail d'analyse du cadre législatif sur lequel elle repose a été mené. Notre regard s'est également porté sur l'identité professionnelle des principaux acteurs de la justice des mineurs et par conséquent sur les fondements et l'évolution de la profession d'éducateur de justice. Dans cette visée, 20 entretiens semi-directifs ont été réalisés avec des professionnels de la PJJ (12 éducateurs, 2 formateurs, 3 chefs de services et 3 stagiaires dans leur dernière année de formation). A cela s'ajoute une immersion d'un an et demi dans un tribunal pour enfants ayant permis quantité d'observations et de discussions avec l'ensemble des acteurs de la prise en charge des mineurs « délinquants » et principalement éducateurs PJJ et juges des enfants. Ludovic Jamet, *Le mineur et ses dossiers judiciaires. Etude sur le traitement institutionnel de la délinquance juvénile et les vicissitudes de sa prise en charge*, Thèse de Doctorat, Université de Rouen, 2009.

3. Nous suivons Lise Demailly et Patrice de la Broise dans leur définition du processus de professionnalisation comme : « la façon concrète dont ils [NB : les groupes professionnels] ont historiquement construit une certaine autonomie dans le travail, un certain pouvoir, une certaine sécurité, une certaine spécialisation de leurs compétences et de l'insubstituabilité de celles-ci ; une certaine existence collective subjective et objective. » Lise Demailly, et Patrice de la Broise, « Les enjeux de la déprofessionnalisation », *Sociologos*, Numéro 4, [En ligne], mis en ligne le : 7 mai 2009. URL : <http://sociologos.revues.org/document2305.html>. Consulté le 23 février 2010.

4. La professionnalité étant entendue comme « l'ensemble des compétences considérées comme caractérisant normalement les membres d'un groupe professionnel donné à une époque données. », in Lise Demailly *Politiques de la relation. Approche sociologique des métiers et activités professionnelles relationnelles*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion, 2008, p. 80.

5. Notamment l'émergence des savoirs psychologiques. Jacques Donzelot, *La police des familles*, Paris, Ed. de Minuit, 1977.

6. François Dubet, *Le déclin de l'institution*, Paris, Ed. du Seuil, 2002.

7. Michel Chauvière. *Enfance inadaptée, l'héritage de Vichy*, Paris, L'Harmattan, 2009.

8. Une action éducative pouvant être aisément confondue avec du conditionnement si l'on se réfère aux propos de Jean Chazal, un des principaux instigateurs de l'enfance inadaptée par le biais, notamment, de sa participation au Conseil technique de l'enfance déficiente et en danger moral (1943) : « Tous ces mineurs, délinquants ou non délinquants, sont inadaptés aux conditions de la vie familiale et de la vie sociale normale. Il importe donc d'obtenir leur adaptation. Comment y parvenir ? En les éduquant. Mais

pour les éduquer, il est souvent indispensable de les soigner. [...] Des méthodes doivent être mises en œuvre. Quelles sont-elles ? Le conditionnement, d'abord. Il importe de conditionner l'enfant en créant en lui des automatismes. » Jean Chazal, *Enfants de justice. Enfants éducatifs*, Conférences du Méridien, *L'enfance délinquante*, 1946, p. 33-34.

9. Michel Chauvière, Question pour un non-événement : quelles alternatives à l'Éducation surveillée en 1945 ?, *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], Numéro 1 | 1998, mis en ligne le 18 mai 2007, Consulté le 25 février 2010. URL : <http://rhei.revues.org/index8.html>.

10. Jacques Bourquin, Un statut qui précède le métier, *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], Numéro 1 | 1998, mis en ligne le 16 juillet 2007, Consulté le 02 mars 2010. URL : <http://rhei.revues.org/index12.html>.

11. Alain Vilbrod, Les éducateurs, in Laurent Mucchielli, Philippe Robert (dir.), *Crime et sécurité. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2002, p. 300-308, p. 305.

12. Dominique Turbelin, "Éducateurs Justice" : un statut vaut-il qualification ?, *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], Numéro 1 | 1998, mis en ligne le 30 avril 2007, Consulté le 07 février 2010. URL :

<http://rhei.revues.org/index15.html>

.

13. Jean-Pierre Jurmand, Une histoire de milieu ouvert, *Les cahiers dynamiques*, n° 40, p. 22-29, 2007.

14. Rémi Lenoir, « Travailleurs sociaux et "question sociale" : les éducateurs des services éducatifs auprès des tribunaux », *Sociétés et représentations*, 1997, n°5, p. 383-406, p. 388-389.

15. Loïc Wacquant, *Les prisons de la misère*, Ed. Raisons d'agir, Paris, 1999.

16. Laurent Mucchielli (dir.), *La frénésie sécuritaire. Retour à l'ordre et nouveau contrôle social*, La Découverte, Paris, 2008.

17. Pour une analyse de l'appropriation par les acteurs éducatifs de ces nouveaux outils d'intervention, voir notamment Didier Benoît, Les sanctions éducatives : de l'ambiguïté persistante de la prise en charge du mineur délinquant, *Sociétés et jeunesse en difficulté* [En ligne], n°1 | printemps 2006, mis en ligne le 23 octobre 2006, Consulté le 07 février 2010. URL : <http://sejed.revues.org/index113.html>

18. En 1996 sont créées par le Garde des Sceaux Jacques Toubon, les unités éducatives à encadrement renforcé (UEER). Les conseils de sécurité intérieure du 8 juin 1998 et du 27 janvier 1999 ont rebaptisé ces unités centres éducatifs renforcés (CER) et ont proposé l'ouverture de centres de placement immédiat (CPI). La loi du 09/09/2002 d'orientation et de programmation pour la justice a continué dans cette voie et acté la création des centres éducatifs fermés (CEF) et des établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM). Pour un questionnaire plus détaillé sur cette question des structures d'hébergement fermées, voir Laurent Mucchielli, Les « centres éducatifs fermés » : rupture ou continuité dans le traitement des mineurs délinquants ?, *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], Numéro 7 | 2005, mis en ligne le 06 juin 2007, Consulté le 23 février 2010. URL :

<http://rhei.revues.org/index1038.html>

.

19. Robert Castel, « De la dangerosité au risque », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1983, vol. 47, p. 119-157, p. 119.

20. Elisabeth Dugué, Guillaume Malochet, *op. cit.*, p. 47-5 ; p. 56.
21. Concernant aussi bien la nature de l'action à mener auprès de ces jeunes que le dispositif organisationnel permettant de la mettre en œuvre de manière efficiente.
22. Cette idée d'un changement de paradigme dans lequel se situe la justice des mineurs française et qui influencerait fortement sur les représentations éducatives des professionnels de la PJJ est également présente dans les travaux récents de Philip Milburn. Philip Milburn, *Quelle justice pour les mineurs ? Entre enfance menacée et adolescence menaçante*, Toulouse, Érès, 2009.
23. Lise Demailly, *op. cit.*, 2008.
24. Lise Demailly, Patrice de la Broise, *op. cit.*, 2009.
25. Bernard Lahire, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action collective*, Paris, Nathan, 1998, p. 50.
-

RÉSUMÉS

Cet article se propose de questionner, dans une perspective sociohistorique, le processus de professionnalisation et la construction de la professionnalité des éducateurs de justice. En s'appuyant notamment sur les théories issues de la sociologie des professions, l'auteur retrace les diverses étapes, de 1945 à aujourd'hui, qui ont jalonné l'émergence de la professionnalité de ces éducateurs de justice. Cette construction s'est appuyée notamment sur un fort investissement du travail éducatif en milieu ouvert et la recherche d'une certaine autonomie vis-à-vis des magistrats. Le « tournant sécuritaire » qu'a connu la justice des mineurs dans les années 1990 a cependant créé un trouble profond chez ces professionnels, comme en témoigne la scission générationnelle à l'œuvre dans les équipes éducatives de la PJJ. Tout ceci pose la question de l'avenir de cette profession et de l'évolution de ces missions et des valeurs constitutives de son identité.

This article discusses, in a socio-historic perspective, the process of professionalization of the educators of justice. Based on the theories of the sociology of professions, the author traces the diverse stages, of 1945 in today, which marked out the emergence of professionalization of these educators of justice. This construction leaned in particular on a strong investment of the educational work in opened environment and the search for a certain autonomy towards the magistrates. The " security bend " which knew the justice of the minors in the 1990s created a deep confusion at these professionals, as shows of it the generational split in the work in the educational teams of the PJJ. All this ask the question of the future of this profession and the evolution of these missions and the essential values of its identity.

AUTEUR

LUDOVIC JAMET

Docteur en sociologie, laboratoire GRIS (Groupe de recherche innovations et sociétés), université de Rouen.